



**DECISION N° 093/2021/ARMP/CRD/DEF DU 30 JUIN 2021
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES SUR LE RECOURS DU GROUPEMENT PROBATIS-
VENTURELLI EN CONTESTATION DE L'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU
MARCHE RELATIF A L'APPEL D'OFFRES POUR LA CONSTRUCTION ET
L'EQUIPEMENT DU STADE DE CAMBERENE, LANCE PAR LA DIRECTION DES
INFRASTRUCTURES SPORTIVES DU MINISTERE DES SPORTS.**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la loi n°2006-16 du 30 juin 2006 en ses articles 30 et 31 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics, modifié ;

VU le décret n°2020-969 du 20 avril 2020 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'ARMP ;

VU la résolution n°09-12 du 13 décembre 2012 instituant le versement d'une consignation pour la saisine du Comité de Règlement des Différends ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés Publics ;

VU la résolution n°07-20 du 28 avril 2020 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP ;

VU le recours du groupement PROBATIS-VENTURELLI reçu le 07 juin 2021 ;

VU la quittance de consignation n°100012021002239 du 07 juin 2021 ;

VU la décision de suspension n°056/2021/ARMP/CRD du 10 juin 2021 ;

Monsieur Ousseynou CISSE, entendu en son rapport ;

En présence de Monsieur Mamadou DIA, Président ; de Madame Aïssé Gassama TALL ; Messieurs Moundiaye CISSE et Mbareck DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De Monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision :

Par courrier reçu à l'ARMP le 07 juin 2021, le groupement PROBATIS-VENTURELLI a saisi le Comité de Règlement des Différends (CRD) pour contester l'attribution provisoire du marché relatif à la construction et l'équipement du Stade de Camberène, lancé par la Direction des Infrastructures Sportives du Ministère des Sports.

SUR LES FAITS ET LA PROCEDURE

Le Ministère des Sports a inscrit dans son budget du programme de développement de la pratique et des infrastructures sportives, des fonds destinés aux travaux de construction et d'équipement du stade de Camberène.

L'avis d'appel d'offres a été publié dans la parution du journal « Le Soleil » du 15 février 2021.

A l'ouverture des plis, tenue le 17 mars 2021, la commission des marchés a reçu quatre (04) offres pour lesquelles les montants ci-après sont consignés dans le tableau ci-dessous :

N° pli	Soumissionnaire	Montant de la soumission
1	CSTP SA	1 979 886 659 FCFA TTC
2	DIMAT BAT et TP SA	1 432 081 013 FCFA TTC Avec rabais de 3% sur le montant HTVA
3	CAMBERENE AND JEF	831 844 860 FCFA TTC
4	GROUPEMENT VENTURELLI- PROBATIS	1 506 565 150 FCFA TTC

Au terme de l'évaluation des offres, la commission des marchés du Ministère des Sports a proposé d'attribuer le marché pour un montant corrigé de 2 113 908 043 francs CFA TTC, à l'entreprise CSTP SA dont l'offre est jugée conforme, évaluée moins-disante et qui remplit les critères de qualification fixés dans le dossier d'appel d'offres.

Après l'avis de non objection de la DCMP sur la proposition d'attribution provisoire, l'autorité contractante a fait publier l'avis y relatif dans la parution du journal « Le Soleil » du 28 mai 2021.

Informé des résultats de l'attribution provisoire, le groupement PROBATIS-VENTURELLI a saisi, dans un premier temps l'autorité contractante d'un recours gracieux et, après la réponse négative de cette dernière, le groupement a soumis le contentieux au CRD.

Par décision n°056/2021/ARMP/CRD du 10 juin 2021, le CRD a jugé le recours recevable, ordonné la suspension de la procédure de passation du marché et a demandé à l'autorité contractante de lui faire parvenir les documents nécessaires à l'instruction du recours.

Par courrier du 17 juin 2021, le Ministère des Sports a transmis les éléments réclamés ainsi que ses observations sur le recours.

LES MOYENS DEVELOPPES A L'APPUI DU RECOURS

Le groupement PROBATIS-VENTURELLI conteste le rejet de son offre, motivé par le fait que l'entreprise VENTURELLI n'est pas communautaire. Il fait valoir la très faible concurrence locale dans le domaine de la construction d'infrastructures sportives au Sénégal. Selon lui, cette situation découle du fait qu'il n'y a pas assez d'entreprises évoluant dans ce domaine.

Pour étayer ses propos, le requérant allègue que la plus grande partie des stades du Sénégal sont réalisés par la CSTP SA. Il estime ainsi que l'article 52 du Code des Marchés publics est applicable au cas d'espèce et justifie le bien fondé de la composition et de l'éligibilité du groupement.

Il en déduit que la disqualification du groupement viole les dispositions de l'article 52 susvisé.

Poursuivant, il signale avoir réalisé, à la satisfaction du maître d'ouvrage, les travaux du stade municipal de Hann/Bel Air, suite à une procédure d'appel d'offres ouvert.

De plus, le requérant estime que la composition du groupement permet à une entreprise sénégalaise de bénéficier d'un transfert de technologie et de maîtriser les normes de travail international en matière d'infrastructures sportives.

Par ailleurs, dans son recours gracieux, le groupement PROBATIS-VENTURELLI fait observer que le montant retenu pour l'attribution provisoire dépasse de 473 321 509 francs CFA son offre, soit une différence de 31 % supérieure au 15% fixé selon lui, à l'article 50 du Code des Marchés publics.

LES MOTIFS DONNES PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE

Le Ministère des Sports rappelle que dans le cas de l'appel d'offres, l'entreprise PROBATIS qui est de droit sénégalais s'est constitué en groupement avec l'entreprise VENTURELLI qui est de droit Italien et donc non communautaire.

Il soutient qu'en application des dispositions de l'article 52 du Code des marchés publics, le groupement n'est pas éligible à cet appel d'offres national financé par le budget de l'Etat et réservé aux seules entreprises sénégalaises ou communautaires ou aux entreprises des Etats appliquant le principe de réciprocité.

En outre, le Ministère des Sports estime que l'article 50 du Code des Marchés publics, invoqué par le requérant, est applicable dans le cas d'un marché passé par appel d'offres international et que, même dans ce cas de figure, le choix de l'attributaire ne peut pas être effectué sur la seule base du moindre coût, mais plutôt au regard des critères financiers, techniques et d'expérience.

Il précise que la commission des marchés a tenu compte de tous ces paramètres pour retenir l'offre de l'attributaire.

L'OBJET DU LITIGE

Il résulte de la saisine, des faits et moyens exposés que le litige porte sur le bien-fondé du rejet de l'offre du groupement PROBATIS-VENTURELLI au motif que le membre VENTURELLI n'est pas une entreprise communautaire.

AU FOND

Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article 52 du Code des Marchés publics que la participation aux appels d'offres de marchés dont le financement est prévu par les budgets des autorités contractantes, est réservée aux seules entreprises sénégalaises et communautaires ou aux entreprises des Etats appliquant le principe de réciprocité ;

Que la dérogation à ce principe n'est prévue que dans le cas où les marchés ne peuvent pas être exécutés par les entreprises ci-dessus visées ou lorsque, du fait de l'envergure financière du marché et/ou de la complexité technique des travaux, la faible concurrence locale ne garantit pas une compétition transparente ou une exécution économique et diligente du marché ;

Considérant que l'ouverture aux entreprises non communautaires, tel que prévu à l'article 52 susvisé, est envisagée dans le cas d'un appel d'offres international ; ce qui implique la publication de l'avis d'appel d'offres dans un journal de portée internationale et un délai de préparation des offres d'au moins 45 jours ;

Considérant que dans le cas d'espèce, le Ministère des Sports a lancé un appel d'offres ouvert national d'un marché financé sur ressources internes, en procédant à la publication de l'avis d'appel d'offres dans un journal local ;

Que dès lors, la procédure adoptée par l'autorité contractante écarte l'appel d'offres international ;

Considérant que la décision d'ouvrir à l'international ou de réserver l'appel d'offres aux entreprises communautaires influe sur la décision de participation des candidats ;

Considérant que le groupement PROBATIS-VENTURELLI est composé de l'entreprise « Les Professionnels du Bâtiment et des Services » (PROBATIS) qui est de droit Sénégalais et de l'entreprise VENTURELLI ROMOLO SRL, enregistrée à Forli en Italie ;

Qu'en prenant connaissance du dossier de consultation et des conditions de l'appel d'offres, le groupement a accepté de participer à la compétition sans soulever le grief relatif à la faible concurrence dans le domaine des infrastructures sportives ;

Considérant que pour préserver l'intégrité et la transparence de la procédure, le respect des critères annoncés dans le dossier d'appel à la concurrence doit rester de mise au moment de l'évaluation des offres ;

Que dès lors, durant l'évaluation des offres, l'admission du groupement incluant un membre non communautaire alors que cette possibilité n'avait pas été annoncée au lancement de l'appel d'offres, serait de nature à rompre l'équité vis-à-vis d'autres candidats qui auraient pu envisager de constituer des groupements avec des entreprises non-communautaires afin de remplir les critères de qualification ;

Considérant, en outre, qu'à travers la procédure d'appel d'offres national qui constitue le principe, l'autorité contractante vise toutes les entreprises établies dans la zone UEMOA ;

Que l'argument relatif à l'absence d'expertise locale dans le domaine des infrastructures sportives, non étayé par des preuves, ne suffit pas pour admettre une entreprise non communautaire lors de l'évaluation ;

Qu'en définitive, le groupement PROBATIS-VENTURELLI n'ayant pas rempli le critère d'éligibilité à l'appel d'offres, le rejet de son offre est justifié ;

Considérant, au surplus, que l'éligibilité est une condition préalable à remplir pour participer à un appel d'offres, qui est vérifiée durant le processus d'évaluation à l'étape de l'examen préliminaire des offres, qui détermine si l'offre est acceptée pour examen détaillé ou non ;

Qu'ainsi, le non-respect du critère d'éligibilité suffit pour éliminer, à juste raison, le groupement PROBATIS-VENTURELLI, sans qu'il soit nécessaire de statuer sur son offre financière ;

Qu'il y a lieu de déclarer le recours du groupement PROBATIS-VENTURELLI mal fondé et d'ordonner la poursuite de la procédure de passation du marché ;

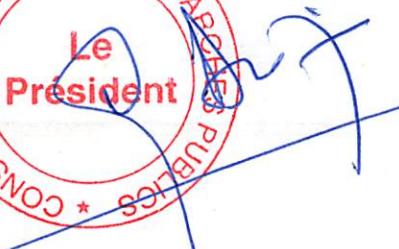
Que le requérant n'ayant pas obtenu gain de cause, il y a lieu d'ordonner la confiscation de la consignation ;

PAR CES MOTIFS :

- 1) Constate que le Ministère des Sports a lancé un appel d'offres ouvert national pour un marché financé sur le budget de l'Etat ;
- 2) Constate que dans le dossier d'appel d'offres, le Ministère des Sports n'a pas prévu par dérogation, la participation d'entreprises non communautaires ;
- 3) Constate que le groupement PROBATIS-VENTURELLI est constitué d'une entreprise sénégalaise et d'une société de droit italien ;
- 4) Dit que le groupement ne remplit pas le critère d'éligibilité à l'appel d'offres ;
- 5) Dit que le non-respect du critère d'éligibilité, vérifié à la phase « examen préliminaire des offres » suffit pour éliminer le groupement PROBATIS-VENTURELLI sans que l'offre financière ne soit analysée ;

- 6) Dit que l'argument relatif à l'offre la plus économique est mal fondé ;
- 7) Dit que le rejet de l'offre du groupement PROBATHIS-VENTURELLI est fondé ;
- 8) Ordonne la poursuite de la procédure de passation et la confiscation de la consignation ;
- 9) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) est chargé de notifier au groupement PROBATHIS-VENTURELLI, Direction des Infrastructures sportives du Ministère des Sports ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.

Le Président



Le Président

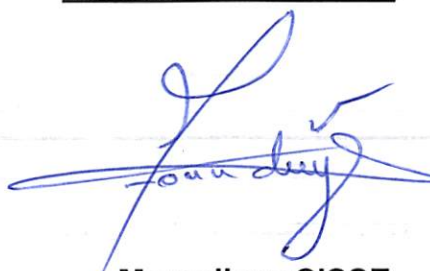
Mamadou DIA

Transparence - Equité - Impartialité

Les membres du CRD



Aïssé Gassama TALL



Moundiaïe CISSE



Mbareck DIOP

**Le Directeur Général,
Rapporteur**

Saër NIANG

